

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/10678]

8 FEVRIER 2017. — Arrêté ministériel établissant les modèles de formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 140/6, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant en charge les Finances et le Budget,

Vu l'article 140/6, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de donation en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en particulier l'article 3;

Vu le test genre réalisé en application de l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté susmentionné prévoit que le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget, est compétent pour établir le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 140/6, § 1^{er}, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

Considérant que cet arrêté ministériel est dépourvu du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, cet arrêté ministériel ne doit par conséquent pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de donation en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en vue de l'obtention de l'exonération des droits de donation en cas de transmission d'une entreprise familiale, est repris en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2. Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de donation en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en vue de l'obtention de l'exonération des droits de donation en cas de transmission d'une société familiale, est repris en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Bruxelles, le 8 février 2017.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Finances et du Budget,
G.VANHENGEL

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/10678]

8 FEBRUARI 2017. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modellen van aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 140/6, § 1, van het Wetboek Registratie-, hypotheek- en griffierechten

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën en Begroting,

Gelet op artikel 140/6, § 1 van het Wetboek Registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de schenkingsrechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de gendertest uitgevoerd in toepassing van artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat artikel 3 van bovengenoemd besluit stelt dat de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën en Begroting, bevoegd is om het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 140/6, § 1 van het van het Wetboek Registratie-, hypotheek- en griffierechten vast te stellen;

Overwegende dat dit ministerieel besluit geen reglementaire voorschriften bevat in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State van 12 januari 1973, is dit ministerieel besluit niet onderworpen aan het advies van de Raad van State, afdeling Wetgeving,

Besluit :

Artikel 1. Het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 3, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de schenkingsrechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, met het oog op het bekomen van de vrijstelling van de schenkingsrechten bij overdracht van een familiale onderneming, is opgenomen in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 2. Het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 3, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de schenkingsrechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, met het oog op het bekomen van de vrijstelling van de schenkingsrechten bij overdracht van een familiale vennootschap, is opgenomen in bijlage 2 van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Brussel, 8 februari 2017.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën en Begroting,
G. VANHENGEL

ANNEXE 1

Données de contact de l'administration :

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE L'ATTESTATION EXONERATION DES DROITS DE DONATION****ARTICLE 140/6, § 1^{er}, DU CODE DES DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHEQUE ET DE GREFFE*****ENTREPRISE FAMILIALE*****A quoi sert ce formulaire ?**

Par le biais de ce formulaire, vous pouvez introduire une demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention de l'exonération des droits de donation en cas de transmission d'une entreprise familiale en application des articles 140/1 à 140/6 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, insérés par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale.

Cette attestation est remise au moment de l'enregistrement de l'acte de donation.

Comment savoir si j'ai droit à l'exonération ?

Pour bénéficier de l'exonération, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies:

1. l'entreprise familiale doit être, une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou une profession libérale qui est exploitée ou exercée personnellement par le donateur ou son partenaire, en collaboration ou non avec d'autres personnes;
2. les actifs doivent être investis à titre professionnel par le donateur ou son partenaire dans l'entreprise familiale;
3. les biens immeubles transmis en application de l'exonération ne sont pas affectés ni destinés principalement à l'habitation **au moment de la donation**, et ne le seront pas pendant une période ininterrompue de **3 ans à compter de la date de l'acte de donation authentique**;
4. l'activité de l'entreprise familiale sera poursuivie pendant une période ininterrompue de 3 ans à compter de la date de l'acte de donation authentique;

ANNEXE 1

Quelle est la suite ?

- Le présent formulaire doit être renvoyé aux coordonnées suivantes :
Adresse de l'administration
- En retour, un **accusé de réception** mentionnant la date de réception du formulaire de demande de l'attestation sera envoyé à la **personne de contact**.
- Dans les 60 jours à compter de la date de réception de la demande, après analyse du dossier et si les conditions sont remplies, la **personne de contact recevra l'attestation** à remettre au moment de l'enregistrement de l'acte authentique de donation.
- S'il s'avère que **des données et/ou des pièces justificatives complémentaires** sont nécessaires, Bruxelles Fiscalité en informera par courrier la personne de contact dans les 20 jours à compter de la date de la réception de la demande.
- Le délai de 60 jours initialement prévu pour le traitement de la demande est suspendu à partir de la date d'envoi du courrier jusqu'à la date de réception des documents ou données manquantes.

Attention: pour un traitement plus rapide de votre demande, veillez à ce que ce formulaire soit dûment complété et que toutes les pièces justificatives demandées y soient annexées.

ANNEXE 1

Données personnelles du donateurNuméro de registre national : Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Données de la personne de contact**Le(s) donataire(s) désigne(nt) une personne de contact, à laquelle toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :**Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Téléphone : Adresse électronique :

ANNEXE 1

Adresse complète du bureau des droits d'enregistrement où l'acte authentique de donation sera enregistré

Bureau des droits d'enregistrement de :

Adresse complète :

Renseignements relatifs à l'entreprise familiale

A. Identification de l'entreprise familiale

Dénomination :

Numéro d'identification BCE :

Adresse complète :

B. Renseignements complémentaires

1. L'entreprise familiale est-elle personnellement exploitée par le donateur et/ou son partenaire en collaboration ou non avec d'autres personnes ? (cochez la case correspondante)

OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

2. Décrivez précisément, **dans l'annexe 1.1**, quels actifs ont été investis par le donateur ou son partenaire.
3. S'il s'agit de biens immeubles, précisez, **dans l'annexe 1.2**, leur adresse complète et s'ils sont ou non utilisés ou destinés principalement à l'habitation.
4. Décrivez précisément, **dans l'annexe 1.3**, les actifs affectés à titre professionnel dans l'entreprise familiale *dans l'année précédant la date de l'acte authentique de donation* et justifiez que ceux-ci ont été affectés pour l'exercice de l'activité professionnelle.

Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifié par la loi du 7 juin 1994 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et

ANNEXE 1

allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à respecter la réglementation en matière de tarif réduit des droits de donation en cas de transmission de société(s) familiale(s) ou d'entreprise(s) familiale(s) et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Les soussignés certifient sur l'honneur que la présente demande est sincère et complète.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des donataires. Si vous ne disposez pas d'assez de places pour remplir le tableau, vous trouverez en **annexe 1.4** un tableau supplémentaire.

Date de la demande :

*ANNEXE 1***Pièces justificatives à joindre en annexe**

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées conformes des documents suivants :

- 1) Le contrat de mariage du donateur si celui-ci déroge au régime légal ou le contrat de cohabitation légal du donateur;
- 2) La dernière déclaration fiscale à l'impôt des personnes physiques (y compris la partie 2) introduite par le donateur avant l'acte authentique de donation;
- 3) Les plans et un extrait de la matrice cadastrale des biens immeubles investis dans l'entreprise, tels que mentionnés dans l'annexe 1.3.

ANNEXE 1

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :		
Numéro de dossier attribué :		
Traité par :		
Le dossier est complet :	Oui	Non
Documents manquants demandés le :		
Documents manquants ou compléments d'information reçus le :		

«Bruxelles Fiscalité» est la dénomination par laquelle le Service public régional de Bruxelles Fiscalité est désigné.

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel :

Bruxelles Fiscalité gère vos données conformément aux législations en vigueur, dont la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Vos données sont exclusivement recueillies et traitées dans le but d'appliquer les prescrits légaux et réglementaires et pour répondre à certaines demandes d'information nécessaires à l'accomplissement des missions de Bruxelles Fiscalité. Bruxelles Fiscalité s'engage à prendre les mesures de sécurité nécessaires afin d'éviter que des tiers non autorisés n'y aient accès. Vous avez le droit de consulter vos données personnelles, vérifier leur exactitude et faire corriger les éventuelles erreurs sans frais, en vous adressant à la Direction de la gestion des données de Bruxelles Fiscalité. Des informations supplémentaires sur les traitements automatisés opérés vous sont fournies dans la salle des guichets de Bruxelles Fiscalité et à l'adresse suivante : <http://fiscalite.brussels/vie-privee>.

ANNEXE 1**Annexe 1.4**

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des donataires, si vous ne disposez pas assez de place pour remplir le tableau se trouvant sous la rubrique «Déclaration sur l'honneur» de ce formulaire.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 2017.

Guy VANHENGEL

ANNEXE 1**Annexe 1.4**

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des donataires, si vous ne disposez pas assez de place pour remplir le tableau se trouvant sous la rubrique «Déclaration sur l'honneur» de ce formulaire.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 2017.

G. VANHENGEL

ANNEXE 2

Données de contact de l'administration :**FORMULAIRE DE DEMANDE DE L'ATTESTATION EXONERATION DES DROITS DE DONATION****ARTICLE 140/6, § 1^{er}, DU CODE DES DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHEQUE ET DE GREFFE****SOCIETE FAMILIALE****A quoi sert ce formulaire ?**

Par le biais de ce formulaire, vous pouvez introduire une demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention de l'exonération des droits de donation en cas de transmission d'une société familiale en application des articles 140/1 à 140/6 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, insérés par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale.

Cette attestation est remise au moment de l'enregistrement de l'acte authentique de donation.

Comment savoir si j'ai droit à l'exonération ?

Pour bénéficier de l'exonération, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

1. la société familiale doit être une société ayant pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou une profession libérale et qui exerce cette activité ou cette profession, **OU** détenir au moins 30% des actions d'une filiale directe qui répond aux conditions (article 140/1, §2, du Code des droits d'enregistrement);
2. les actions de la société familiale doivent appartenir **au moment de la donation** :
 - pour au moins **50%** en pleine propriété au donateur et à sa famille OU
 - pour au moins **30%** en pleine propriété au donateur et à sa famille si le donateur et sa famille répondent à l'une des conditions suivantes (dans cette hypothèse, les actions appartenant à des personnes morales ne sont pas prises en compte) :
 - soit être, ensemble avec un autre actionnaire et sa famille, plein propriétaire d'au moins 70% des actions de la société familiale;
 - soit être, ensemble avec deux autres actionnaires et leur famille, plein propriétaire d'au moins 90% des actions de la société familiale;
3. la société familiale a une activité économique réelle **au moment de la donation**, et continuera d'avoir une activité économique réelle **pendant une durée ininterrompue de 3 ans à compter de la date de l'acte authentique de donation**. Une société est censée ne pas avoir d'activité économique réelle lorsqu'il ressort de façon cumulative des postes du bilan des comptes annuels ou comptes consolidés d'au moins un des trois exercices précédant la date de l'acte authentique de donation:
 - que les «rémunérations, charges sociales et pensions» représentent un pourcentage égal ou inférieur à 1,50% des actifs totaux; et
 - que les «terrains et constructions» représentent plus de 50% des actifs totaux;

ANNEXE 2

4. la société familiale a son siège de direction effective dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen **au moment de la donation**, et ce siège restera dans un Etat membre de l'Espace économique européen **pendant une durée ininterrompue de 3 ans à compter de la date de l'enregistrement de l'acte authentique de donation**;
5. l'activité de la société familiale sera poursuivie pendant une période ininterrompue de 3 ans à compter de la date de l'acte authentique de donation;
6. un compte annuel ou un compte annuel consolidé sera établi pour chacune des trois années à compter de la date de l'acte authentique de donation et, le cas échéant, sera publié conformément à la législation comptable en vigueur de l'Etat membre dans lequel est situé le siège social au moment de la donation, qui a également été utilisé comme justificatif dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur les revenus;
7. Le capital ne diminuera pas pendant trois ans à compter de la date de l'acte authentique de donation par des allocations ou des remboursements.

Quelle est la suite ?

- Le présent formulaire doit être envoyé aux coordonnées suivantes :

Adresse de l'administration

- En retour, un **accusé de réception** mentionnant la date de réception du formulaire de demande de l'attestation sera envoyé à la **personne de contact**.
- Dans les 60 jours à compter de la date de réception de la demande, après analyse du dossier et si les conditions sont remplies, la **personne de contact recevra l'attestation** à remettre au moment de l'enregistrement de l'acte authentique de donation.
- S'il s'avère **que des données et/ou pièces justificatives complémentaires** sont nécessaires, Bruxelles Fiscalité en informera par courrier la personne de contact dans les 20 jours à compter de la date de la réception de la demande.
- Le délai de 60 jours initialement prévu pour le traitement de la demande est suspendu à partir de la date d'envoi du courrier jusqu'à partir de la date de réception des documents ou données manquantes.

Attention : pour un traitement plus rapide de votre demande, veillez à ce que ce formulaire soit dûment complété et que toutes les pièces justificatives demandées y soient annexées.

ANNEXE 2

Données personnelles du donateurNuméro de registre national : Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Données de la personne de contact**Le(s) donataire(s) désigne(nt) une personne de contact, à laquelle toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :**Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Téléphone : Adresse électronique :

ANNEXE 2

Adresse complète du bureau des droits d'enregistrement où l'acte authentique de donation sera enregistré

Bureau des droits d'enregistrement de :

Adresse complète :

Renseignements relatifs à la société familiale

A. Identification de la société familiale

Dénomination :

Forme juridique :

Adresse du siège social :

Numéro d'entreprise :

Adresse du siège de direction effective :

Numéro d'entreprise :

ANNEXE 2

B. Le cas échéant, identification de la filiale directe (visée à l'article 140/1, § 2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe)

Dénomination :

Forme juridique :

Adresse du siège social :

Numéro d'entreprise :

Adresse du siège de direction effective :

Numéro d'entreprise :

ANNEXE 2

C. Renseignements complémentaires

1. Nombre d'actions composant le capital social :

2. Valeur nette de l'ensemble des actions :

3. Mentionnez, **dans l'annexe 2.1**, toutes les actions et la nature du droit réel y afférent étant en possession du donateur et d'autres coactionnaires à appeler par leur nom et leur lien familial avec le donateur.

4. Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 140/1, § 2, alinéa 2, du Code des droits d'Enregistrement, d'hypothèque et de greffe), mentionnez, **dans l'annexe 2.2**, toutes les actions et la nature du droit réel y afférent de la société dans sa filiale.

5. Décrivez précisément, **dans l'annexe 2.3**, les actifs apportés dans la société familiale *dans l'année précédant la date de l'acte authentique de donation* et justifiez que ceux-ci ont été apportés pour l'exercice de l'activité professionnelle.

ANNEXE 2

Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifié par la loi du 7 juin 1994 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à respecter la réglementation en matière de tarif réduit des droits de donation en cas de transmission de société(s) familiale(s) ou d'entreprises familiales et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Les soussignés certifient sur l'honneur que la présente demande est sincère et complète.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des donataires. Si vous ne disposez pas d'assez de places pour remplir le tableau, vous trouverez en **annexe 2.4** un tableau supplémentaire.

Date de la demande :

ANNEXE 2

Pièces justificatives à joindre en annexe

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation est accompagné de copies certifiées conformes des documents suivants :

- 1) Le contrat de mariage du donateur si celui-ci déroge au régime légal ou le contrat de cohabitation légal du donateur;
- 2) Les comptes annuels de l'année révolue précédant la date de l'acte authentique de donation, établis conformément à la législation comptable applicable au lieu où le siège social est établi;
- 3) Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 140/1, § 2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), les comptes consolidés de la société et de ses filiales;
- 4) Le registre légal des actions signé par tous les actionnaires ou, à défaut, le procès-verbal de la dernière assemblée générale précédant la date de l'acte authentique de donation et attestant sans équivoque les participations ;
- 5) Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 140/1, § 2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), le registre légal des actions signé par tous les actionnaires ou, à défaut, le procès-verbal de la dernière assemblée générale précédant la date de l'acte authentique de donation et attestant sans équivoque les participations de la société et de ses filiales;
- 6) La dernière version coordonnée en date des statuts de la société;
- 7) Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 140/1, § 2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), la dernière version coordonnée en date des statuts de la société et de ses filiales;
- 8) Les actes de constitution de la société et d'augmentation de capital, passés dans l'année précédant la date de l'acte authentique de donation ;
- 9) Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 140/1, §2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), les actes de constitution de la société et d'augmentation de capital de la société et de ses filiales, passés dans l'année précédant la date de l'acte authentique de donation.

ANNEXE 2

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :		
Numéro de dossier attribué :		
Traité par :		
Le dossier est complet :	Oui	Non
Documents manquants demandés le :		
Documents manquants ou compléments d'information reçus le :		

«Bruxelles Fiscalité» est la dénomination par laquelle le Service public régional de Bruxelles Fiscalité est désigné.

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel :

Bruxelles Fiscalité gère vos données conformément aux législations en vigueur, dont la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Vos données sont exclusivement recueillies et traitées dans le but d'appliquer les prescrits légaux et réglementaires et pour répondre à certaines demandes d'information nécessaires à l'accomplissement des missions de Bruxelles Fiscalité. Bruxelles Fiscalité s'engage à prendre les mesures de sécurité nécessaires afin d'éviter que des tiers non autorisés n'y aient accès. Vous avez le droit de consulter vos données personnelles, vérifier leur exactitude et faire corriger les éventuelles erreurs sans frais, en vous adressant à la Direction de la gestion des données de Bruxelles Fiscalité. Des informations supplémentaires sur les traitements automatisés opérés vous sont fournies dans la salle des guichets de Bruxelles Fiscalité et à l'adresse suivante : <http://fiscalite.brussels/vie-privee>.

ANNEXE 2

Annexes à compléter

Annexe 2.1

Mention de toutes les actions et la nature du droit réel y afférent étant en possession du donateur et d'autres coactionnaires à appeler par leur nom et leur lien familial avec le donateur.

	Nom(s), prénom(s)	Lien familial	Nature des droits réel	Participation en %	Nombre d'actions
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
Total					

ANNEXE 2

Annexe 2.2

Dans le cas d'une filiale directe visée à l'article 140/1, §2, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe), mention de toutes les actions et la nature du droit réel y afférent de la société dans sa filiale.

	Nom(s), prénom(s)	Nature des droits réel	Participation en %	Nombre d'actions
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
Total				

ANNEXE 2**Annexe 2.4**

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des donataires, si vous ne disposez pas assez de place pour remplir le tableau sous la rubrique «Déclaration sur l'honneur» de ce formulaire.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 2017.

Guy VANHENGEL

Contactgegevens van de administratie:

BIJLAGE 1



AANVRAAGFORMULIER VOOR HET ATTEST VRIJSTELLING SCHENKINGSRECHTEN
ARTIKEL 140/6, § 1, WETBOEK DER REGISTRATIE-, HYPOTHEEK-, EN GRIFFIERECHTEN
FAMILIALE ONDERNEMING

Waarvoor dient dit formulier ?

Door middel van dit formulier, kunt u een aanvraag indienen voor de afgifte van het attest met het oog op het bekomen van een vrijstelling voor schenkingsrechten bij overdracht van familiale ondernemingen overeenkomstig de artikelen 140/1 tot 140/6 van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming.

Dit attest wordt overhandigd op het moment van de registratie van de schenkingsakte.

Hoe kan ik weten of ik recht heb op de vrijstelling ?

Om te genieten van de vrijstelling dient aan volgende cumulatieve voorwaarden te worden voldaan :

1. de familiale onderneming moet een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwbedrijf of een vrij beroep zijn dat door de schenker of zijn partner, al dan niet samen met anderen, persoonlijk wordt geëxploiteerd en uitgeoefend;
2. de activa moeten beroepsmatig geïnvesteerd zijn in de familiale onderneming door de schenker of zijn partner;
3. de onroerende goederen overgedragen onder toepassing van de vrijstelling, die niet hoofdzakelijk voor bewoning worden aangewend of zijn bestemd **op het moment van de authentieke schenkingsakte**, en dit niet zullen zijn tijdens een ononderbroken periode van **3 jaar die begint te lopen vanaf datum van de authentieke schenkingsakte**;
4. de activiteit van de familiale onderneming wordt zonder onderbreking voortgezet gedurende drie jaar vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte.

BIJLAGE 1

Wat is het vervolg ?

- Dit formulier moet verzonden worden naar volgend adres:
Adres van de administratie
- Hierop zal, een **ontvangstmelding** met de datum van ontvangst van het aanvraagformulier verzonden worden naar **de contactpersoon**.
- Binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, na analyse van het dossier en indien de voorwaarden vervuld zijn, **zal de contactpersoon het attest ontvangen** dat toegevoegd dient te worden bij de authentieke schenkingsakte die ter registratie wordt aangeboden.
- Indien blijkt dat er **bijkomende gegevens en/of bewijsstukken** noodzakelijk zijn, zal Brussel Fiscaliteit de contactpersoon informeren via briefwisseling binnen de 20 dagen vanaf datum van ontvangst van aanvraag.
- De termijn van 60 dagen, die initieel voorzien is voor de behandeling van de aanvraag, is opgeschort vanaf de verzenddatum van de briefwisseling tot en met de ontvangstdatum van de documenten of ontbrekende gegevens.

Opgelet: voor een vlottere afhandeling van uw aanvraag, dient u er op toe te zien dat dit formulier volledig wordt ingevuld en dat alle gevraagde bewijsstukken toegevoegd worden.

*BIJLAGE 1***Persoonlijke gegevens van de schenker**

Rijksregisternummer:

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Gegevens van de contactpersoon**De begiftigde(n) benoemen een contactpersoon naar wie alle betekeningen en communicatie op een geldige manier kunnen gebeuren door de administratie:**

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Telefoon:

E-mail:

BIJLAGE 1

Volledig adres van het kantoor van de registratierechten waar de authentieke schenkingsakte zal worden geregistreerd

Registratiekantoor van:

Volledig adres:

Inlichtingen betreffende de familiale onderneming

A. Identificatie van de familiale onderneming

Benaming:

Identificatienummer KBO:

Volledig adres:

B. Bijkomende inlichtingen

1. Werd de familiale onderneming door de schenker en/of zijn/haar partner persoonlijk geëxploiteerd, al dan niet in samenwerking met andere personen ? (vink het juiste vakje aan)

JA	<input type="checkbox"/>	NEE	<input type="checkbox"/>
----	--------------------------	-----	--------------------------

2. Beschrijf **in bijlage 1.1** precies de door de schenker of zijn partner geïnvesteerde activa.
3. Indien het vastgoed betreft, verduidelijk dan **in bijlage 1.2** het volledige adres van dit vastgoed en of dit vastgoed al dan niet hoofdzakelijk bestemd is of gebruikt wordt voor bewoning.
4. Beschrijf **in bijlage 1.3** precies de activa die beroepsmatig werden aangewend door de familiale onderneming *tijdens het jaar voorafgaand aan de datum van de authentieke schenkingsakte* en rechtvaardigen dat deze werden toegewezen voor de uitvoering van de professionele activiteit.

BIJLAGE 1**Verklaring op erewoord**

De ondergetekenden bevestigen er kennis van te hebben genomen dat ze strafbaar zijn krachtens het koninklijk besluit van 31 mei 1933, gewijzigd door de wet van 7 juni 1994 betreffende de verklaring te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, wanneer ze bewust en vrijwillig onjuiste of onvolledige verklaringen opmaken ter gelegenheid van de huidige aanvraag.

De ondergetekenden verbinden zich tot het respecteren van de reglementering omtrent de vrijstelling van de schenkingsrechten in geval van de overdracht van een familiale vennootschap of een familiale onderneming tot het leveren van alle nuttige inlichtingen aan de administratie met betrekking tot deze aanvraag.

De ondergetekenden verklaren op erewoord dat de huidige aanvraag oprecht en volledig is.

Naam	Voornaam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

*Tabel te vervullen en te ondertekenen door alle begiftigden. Als de tabel ontoereikend is, vindt u een extra tabel in **bijlage 1.4**.*

Datum van de aanvraag :

*BIJLAGE 1***Bewijsstukken toe te voegen in bijlage**

Het aanvraagformulier voor de levering van het attest zal vergezeld worden van gewaarmerkte conforme afschriften van de volgende documenten:

- 1) Het huwelijkscontract van de schenker als dit afwijkt van het wettelijk stelsel of het wettelijk samenwoningscontract van de schenker;
- 2) De laatste ingediende aangifte van de personenbelasting (deel 2 inbegrepen) door de schenker vóór de schenking;
- 3) De plannen en een uittreksel van de kadastrale legger van het in de onderneming geïnvesteerde vastgoed, zoals vermeld in bijlage 1.3.

BIJLAGE 1

Kader voorbehouden voor de administratie

Ontvangstdatum van de aanvraag:		
Toegewezen dossiernummer:		
Behandeld door:		
Het dossier is volledig:	Ja	Nee
Ontbrekende documenten opgevraagd op:		
Ontbrekende documenten of bijkomende informatie ontvangen op:		

«Brussel Fiscaliteit» is de benaming voor Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens :

Brussel Fiscaliteit verwerkt uw gegevens conform de geldende wetgeving zoals de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Uw gegevens worden uitsluitend verzameld en verwerkt in het kader van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen en om bepaalde aanvragen voor informatie te beantwoorden die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van Brussel Fiscaliteit. Brussel Fiscaliteit verbindt zich tot het nemen van de nodige veiligheidsmaatregelen om te vermijden dat niet bevoegde personen hiertoe toegang hebben. U heeft het recht uw persoonlijke gegevens te raadplegen, hun juistheid na te gaan en eventuele fouten kosteloos te laten verbeteren door u te wenden tot de Directie Data Management van Brussel Fiscaliteit. Voor bijkomende informatie omtrent de geautomatiseerde verwerking kan u terecht in de lokettenzaal van Brussel Fiscaliteit en op volgend adres : <http://fiscaliteit.brussels/privacy>.

BIJLAGE 1**Bijlage 1.4**

Tabel te vervullen en te ondertekenen door alle begiftigen indien de tabel opgenomen onder de rubriek "Verklaring op erewoord" van dit formulier niet voldoende ruimte biedt.

Naam	Voornaam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 februari 2017.

Guy VANHENGEL

BIJLAGE 1**Bijlage 1.4**

Tabel te vervullen en te ondertekenen door alle begiftigden indien de tabel opgenomen onder de rubriek "Verklaring op erewoord" van dit formulier niet voldoende ruimte biedt.

Naam	Voornaam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 februari 2017.

Guy VANHENGEL

BIJLAGE 2

Contactgegevens van de administratie**AANVRAAGFORMULIER VOOR HET ATTEST VRIJSTELLING SCHENKINGSRECHTEN****ARTIKEL 140/6, § 1, WETBOEK DER REGISTRATIE-, HYPOTHEEK- EN GRIFFIERECHTEN****FAMILIALE VENNOOTSCHAP****Waarvoor dient dit formulier ?**

Door middel van dit formulier, kunt u een aanvraag indienen voor de afgifte van het attest met het oog op het bekomen van een vrijstelling voor schenkingsrechten bij overdracht van familiale vennootschappen overeenkomstig de artikelen 140/1 tot 140/6 van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming.

Dit attest wordt overhandigd op het moment van de registratie van de schenkingsakte.

Hoe kan ik weten of ik recht heb op de vrijstelling ?

Om te genieten van de vrijstelling dient aan volgende cumulatieve voorwaarden te worden voldaan:

1. de familiale vennootschap moet een vennootschap zijn die de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, of van een vrij beroep tot doel heeft en deze activiteit of beroep uitoefent, **OF** die minstens 30% van de aandelen houdt van minstens één directe dochtervennootschap die aan die voorwaarde beantwoordt (artikel 140/1, § 2, Wetboek der Registratie- hypotheek- en griffierechten);
2. de aandelen van de familiale vennootschap moeten **op het moment van de schenking**:
 - minstens voor **50%** in volle eigendom toebehoren aan de schenker en zijn familie OF
 - minstens voor **30%** in volle eigendom toebehoren aan de schenker en zijn familie als hij en zijn familie aan één van de volgende voorwaarden voldoen (rekening houdende met het feit dat de aandelen die toebehoren aan rechtspersonen niet in aanmerking komen):
 - ofwel samen met één andere aandeelhouder en zijn familie volle eigenaar zijn van minstens 70% van de aandelen van de vennootschap;
 - ofwel samen met twee andere aandeelhouders en hun familie volle eigenaar zijn van minstens 90% van de aandelen van de vennootschap;
3. de familiale vennootschap heeft een reële economische activiteit **op het moment van de schenking** en zal een reële economische activiteit blijven hebben **gedurende een ononderbroken termijn van 3 jaar te rekenen vanaf de dag van de authentieke schenkingsakte**. Een vennootschap wordt geacht geen reële economische activiteit te hebben als op cumulatieve wijze uit de balansposten van de jaarrekening of van de geconsolideerde jaarrekening van minstens één van de drie boekjaren voorafgaand aan de datum van de authentieke schenkingsakte blijkt dat:

BIJLAGE 2

- de “bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen” een percentage gelijk aan of lager dan 1,50% uitmaken van de totale activa; en
 - de “terreinen en gebouwen” meer dan 50% uitmaken van de totale activa;
4. de familiale vennootschap heeft zijn zetel van werkelijke leiding in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte **op het moment van de schenking**, en behoudt deze zetel in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte **gedurende drie jaar vanaf de datum van de registratie van de authentieke schenkingsakte**;
 5. de activiteit van de familiale vennootschap wordt zonder onderbreking voortgezet gedurende drie jaar vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte;
 6. een jaarrekening of een geconsolideerde jaarrekening wordt opgemaakt voor elk van de drie jaar te rekenen vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte en, in voorkomend geval, gepubliceerd overeenkomstig de vigerende boekhoudwetgeving van de lidstaat waar de maatschappelijke zetel gevestigd is op het ogenblik van de schenking, die ook aangewend is ter verantwoording van de aangifte in de inkomstenbelasting;
 7. het maatschappelijk kapitaal daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van de authentieke schenkingsakte door uitkeringen of terugbetalingen.

Wat is het vervolg ?

- Dit formulier moet verzonden worden naar volgend adres:

Adres van de administratie

- Hierop zal, een **ontvangstmelding** met de datum van ontvangst van het aanvraagformulier verzonden worden naar de **contactpersoon**.
- Binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, na analyse van het dossier en indien de voorwaarden vervuld zijn, **zal de contactpersoon het attest ontvangen** dat dient te worden voorgelegd bij de registratie van de schenkingsakte.
- Indien blijkt dat er **bijkomende gegevens en/of bewijsstukken** noodzakelijk zijn, zal Brussel Fiscaliteit de contactpersoon informeren via briefwisseling binnen de 20 dagen vanaf datum van ontvangst van aanvraag.
- De termijn van 60 dagen die oorspronkelijk is voorzien voor de behandeling van de aanvraag, is opgeschort vanaf de verzenddatum van de briefwisseling tot en met de ontvangstdatum van de documenten of ontbrekende gegevens.

Opgelet: voor een vlottere afhandeling van uw aanvraag, dient u er op toe te zien dat dit formulier volledig wordt ingevuld en dat alle gevraagde bewijsstukken toegevoegd worden.

BIJLAGE 2**Persoonlijke gegevens van de schenker**

Rijksregisternummer:

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en) :

Hoofdverblijfplaats (volledig adres) :

Gegevens van de contactpersoon**De begiftigde(n) benoemen een contactpersoon naar wie alle betekeningen en communicatie op een geldige manier kunnen gebeuren door de administratie:**

Na(a)m(en) :

Voorna(a)m(en) :

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Telefoon:

E-mail:

BIJLAGE 2

Volledig adres van het kantoor van de registratierechten waar de authentieke schenkingsakte zal worden geregistreerd

Kantoor van de registratierechten van:

Volledig adres:

Inlichtingen betreffende de familiale vennootschap

A. Identificatie van de familiale vennootschap

Naam:

Rechtsvorm:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Identificatienummer KBO:

Adres van de zetel van effectieve leiding:

Identificatienummer KBO:

BIJLAGE 2

B. In voorkomend geval, identificatie van het rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in 140/1, § 2, tweede lid, van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten)

Benaming:

Rechtsvorm:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Identificatienummer KBO:

Adres van de zetel van werkelijke leiding:

Identificatienummer KBO:

BIJLAGE 2**C. Bijkomende inlichtingen**

1. Aantal aandelen in het maatschappelijk kapitaal:

2. Netto waarde van het totaal aantal aandelen:

3. Vermeld **in bijlage 2.1** alle aandelen en de aard van het toebehorend zakelijk recht in het bezit van de schenker en andere mede aandeelhouders te vermelden bij naam en met aanduiding van hun familiale band met de schenker.

4. In geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, § 2, tweede lid, Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), vermeld **in bijlage 2.2** alle aandelen en de aard van het toebehorend zakelijk recht van de vennootschap in haar filiaal.

5. Beschrijf precies **in bijlage 2.3** de activa beroepsmatig aangewend in de familiale vennootschap *tijdens het jaar voor de datum van de authentieke schenkingsakte* en rechtvaardig waarom deze werden aangewend voor de uitvoering van de professionele activiteit.

BIJLAGE 2**Verklaring op erewoord**

De ondergetekenden bevestigen kennis te hebben genomen dat ze strafbaar zijn krachtens het koninklijk besluit van 31 mei 1933, gewijzigd door de wet van 7 juni 1994 betreffende de verklaring te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, wanneer ze bewust en vrijwillig onjuiste of onvolledige verklaringen opmaken ter gelegenheid van de huidige aanvraag.

De ondergetekenden verbinden zich tot het respecteren van de reglementering omtrent de vrijstelling van de schenkingsrechten in geval van de overdracht van een familiale vennootschap of een familiale ondernemingen tot het leveren van alle nuttige inlichtingen aan de administratie met betrekking tot deze aanvraag.

De ondergetekenden verklaren op erewoord dat de huidige aanvraag oprecht en volledig is.

Naam	Voornaam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

*Tabel te vervullen en te ondertekenen door alle begunstigen . Als de tabel ontoereikend is, vindt u een extra tabel in **bijlage 2.4**.*

Datum van de aanvraag

BIJLAGE 2**Bewijsstukken toe te voegen in bijlage**

Het aanvraagformulier voor de levering van het attest zal vergezeld worden van gewaarmerkte afschriften van de volgende documenten:

- 1) het huwelijkscontract van de schenker als dit afwijkt van het wettelijk stelsel of het wettelijk samenwoningcontract van de schenker;
- 2) de jaarrekening van het verlopen jaar voorafgaand aan de datum van de authentieke schenkingsakte conform de boekhoudkundige wetgeving in voege neergelegd op de plaats waar de maatschappelijke zetel is gevestigd;
- 3) in geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, §2, tweede lid, Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), de geconsolideerde rekeningen van de vennootschap en haar filialen;
- 4) het rechtsgeldig register van de aandelen ondertekend door alle aandeelhouders of, bij afwezigheid, het proces-verbaal van de laatste algemene vergadering voor de datum van de authentieke akte die ondubbelzinnig de deelbewijzen vermeldt;
- 5) in geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, § 2, tweede lid, Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), het wettelijk register van de aandelen ondertekend door alle aandeelhouders of, bij afwezigheid, het proces-verbaal van de laatste algemene vergadering voorafgaand aan datum van de authentieke schenkingsakte die ondubbelzinnig de deelbewijzen van de vennootschap en haar filialen vermeldt;
- 6) de laatste gecoördineerde versie van de statuten van de vennootschap;
- 7) in geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, § 2, tweede lid, Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), de laatste gecoördineerde versie van de statuten van de vennootschap en haar filialen;
- 8) de oprichtingsaktes van de vennootschap en de aktes van kapitaalsverhoging van het jaar voorafgaand aan de datum van de authentieke schenkingsakte;
- 9) in geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, § 2, tweede lid, Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), de oprichtingsaktes van de vennootschap en de aktes van kapitaalsverhoging van de vennootschap en haar filialen van het jaar voorafgaand aan de datum van de authentieke schenkingsakte.

BIJLAGE 2

Kader voorbehouden voor de administratie

Ontvangstdatum van de aanvraag:		
Toegewezen dossiernummer:		
Behandeld door:		
Het dossier is volledig:	Ja	Nee
Ontbrekende documenten gevraagd op:		
Ontbrekende documenten of bijkomende informatie ontvangen op:		

«Brussel Fiscaliteit» is de benaming voor de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens:

Brussel Fiscaliteit verwerkt uw gegevens conform de geldende wetgeving zoals de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Uw gegevens worden uitsluitend verzameld en verwerkt in het kader van de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen en om bepaalde aanvragen voor informatie te beantwoorden die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van Brussel Fiscaliteit. Brussel Fiscaliteit verbindt zich tot het nemen van de nodige veiligheidsmaatregelen om te vermijden dat niet bevoegde personen hiertoe toegang hebben. U heeft het recht uw persoonlijke gegevens te raadplegen, hun juistheid na te gaan en eventuele fouten kosteloos te laten verbeteren door u te wenden tot de Directie Data Management van Brussel Fiscaliteit. Voor bijkomende informatie omtrent de geautomatiseerde verwerking kan u terecht in de loketenzaal van Brussel Fiscaliteit en op volgend adres : <http://fiscaliteit.brussels/privacy>.

BIJLAGE 2**Aan te vullen bijlagen****Bijlage 2.1**

Vermelding van alle aandelen en de aard van het toebehorend zakelijk recht in het bezit van de schenker en andere mede aandeelhouders te vermelden bij naam en hun familiale band met de schenker.

	Naam, voornaam	Familiale band	Aard van het zakelijk recht	Aandeel in %	Aantal aandelen
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
Totaal					

BIJLAGE 2**Bijlage 2.2**

In geval van een rechtstreeks filiaal (zoals voorzien in artikel 140/1, § 2, tweede lid van het Wetboek der Registratie-, hypotheek- en griffierechten), vermelding van alle aandelen en de aard van het toebehorend zakelijk recht van de vennootschap en haar filialen.

	Na(a)m(en), voorna(a)m(en)	Aard van het zakelijk recht	Participatie (in %)	Aantal aandelen
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
Totaal				

BIJLAGE 2**Bijlage 2.4**

Door de begunstigden aan te vullen en te ondertekenen tabel indien de tabel opgenomen onder de rubriek “Verklaring op erewoord” van dit formulier niet voldoende ruimte biedt.

Naam	Voor naam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 februari 2017.

Guy VANHENGEL

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/10807]

Conseil du Contentieux des Etrangers. — Nominations

Par arrêté royal du 18 décembre 2016, Mme Anne KESTEMONT est nommée greffière au Conseil du Contentieux des Etrangers à partir du 1 janvier 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/10807]

Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 18 december 2016 wordt Mevr. Anne KESTEMONT benoemd als griffier bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, met ingang van 1 januari 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/20238]

Commissaire divisionnaire de police. — Réintégration

Par arrêté royal du 22 décembre 2016, M. Eddy BAELEMANS est réintégré dans le corps de la police locale de la zone de police d'Anvers en tant que commissaire divisionnaire de police, à partir du 1^{er} janvier 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/20238]

Hoofdcommissaris van politie. — Heropneming

Bij koninklijk besluit van 22 december 2016 wordt de heer Eddy BAELEMANS met ingang van 1 januari 2017 heropgenomen in het korps van de lokale politie van de politiezone Antwerpen, met de graad van hoofdcommissaris van politie.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/10449]

Tutelle d'approbation
Approbation de l'arrêté du gouverneur de province
relatif aux frais des services d'incendie

Par arrêté ministériel du 27 janvier 2017, est approuvé l'arrêté du gouverneur de la province de Flandre occidentale du 20 décembre 2016, fixant les quotes-parts des communes-centres de groupe et les redevances des communes protégées relatives aux frais des années 2013 et 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/10449]

Goedkeuringstoezicht
Goedkeuring van het besluit van de provinciegouverneur
inzake de kosten van de brandweer

Krachtens het ministerieel besluit van 26 januari 2017 wordt het besluit van de provinciegouverneur van West-Vlaanderen van 20 december 2016 tot vaststelling van de aandelen van de groepscentrumgemeenten en de bijdragen van de beschermde gemeenten in de kosten voor de jaren 2013 en 2014, goedgekeurd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/200206]

20 JANVIER 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 mai 2014 nommant les membres de l'organe de gestion général et des comités de gestion spéciaux du Fonds de compensation interne pour le secteur du diamant (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds de compensation interne pour le secteur du diamant, notamment les articles 4 et 8;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 1960 portant les statuts du Fonds de compensation interne pour le secteur du diamant, notamment les articles 1^{er}, 5^o, 6^o en 7^o, et 18;

Vu les présentations du 15 juin 2016, faites par la Fédération Générale du Travail de Belgique, organisation professionnelle qui représentent les travailleurs;

Vu les présentations du 14 octobre 2016, faites par le Syndicaat der Belgische Diamantnijverheid, organisation professionnelle qui représentent les employeurs;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 mai 2014 nommant les membres de l'organe de gestion général et des comités de gestion spéciaux du Fonds de compensation interne pour le secteur du diamant, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, troisième tiret, les mots « Madame VANCAUWENBERGHE, Linda, à Gand » sont remplacés par les mots « Madame SMET, Melissa, à Anvers »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/200206]

20 JANUARI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 mei 2014 tot benoeming van de leden van het algemeen beheersorgaan en van de bijzondere beheerscomités van het Intern compensatiefonds voor de diamantsector (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 april 1960 tot oprichting van een Intern compensatiefonds voor de diamantsector, inzonderheid op de artikelen 4 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 1960 houdende de statuten van het Intern compensatiefonds voor de diamantsector, inzonderheid op de artikelen 1, 5^o, 6^o en 7^o, en 18;

Gelet op de voordrachten van 15 juni 2016, gedaan door het Algemeen Belgisch Vakverbond, beroepsorganisatie die de werknemers vertegenwoordigt;

Gelet op de voordrachten van 14 oktober 2016, gedaan door het Syndicaat der Belgische Diamantnijverheid, beroepsorganisatie die de werkgevers vertegenwoordigt;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 mei 2014 tot benoeming van de leden van het algemeen beheersorgaan en van de bijzondere beheerscomités van het Intern compensatiefonds voor de diamantsector, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, eerste lid, derde streepje, worden de woorden « Mevrouw VANCAUWENBERGHE, Linda, te Gent » vervangen door de woorden « Mevrouw SMET, Melissa, te Antwerpen »;